

# TABLE RONDE N°1

## FORMES ET STABILITÉ DES CARRIÈRES MILITANTES

(travail en cours, ne pas citer sans permission de l'auteur)

Sandrine DEVAUX, GSPE, Université Robert Schuman, Strasbourg

### Introduction

Cette communication porte sur le caractère structurant de l'engagement individuel analysé à partir d'un contexte de « crise », à savoir celui de la sortie des régimes de type soviétique. Dans la mesure où la transformation post-communiste, d'ordre politique, social et symbolique, induit la redéfinition de nombreux espaces sociaux, cela permet d'interroger ce qui, dans les logiques de l'action collective, relève des effets de structure et des interactions présentes. Ce questionnement s'impose d'autant plus que, dans un tel contexte, on est davantage enclin à penser le changement, la redéfinition des engagements voire leur émergence, du fait de la fin d'un régime autoritaire au cours duquel il ne pouvait y avoir d'action collective<sup>1</sup>. puisque *a priori* toutes les causes étaient imposées par le pouvoir (OST, 1993), à l'exception de quelques mouvements contestataires.

Pour vérifier la validité de cette hypothèse de travail, nous avons retenu deux formes de continuité dans l'engagement, celle des responsables de collectifs de pionniers et celle de militants écologistes engagés depuis les années 1980<sup>2</sup>, étant entendu que nous considérons les recompositions organisationnelles comme une donnée fondamentale dans l'évolution des carrières militantes<sup>3</sup>. Il s'agit en effet de tenir ensemble dans l'analyse l'étape dans lesquelles se

---

<sup>1</sup> Dans un premier temps, nous sommes tenue de reprendre les définitions classiques de l'action collective, en nous référant notamment à celle de Coleman (1986: 144) : la combinaison et l'agrégation de « volontés, d'intérêts et de valeurs individuels afin de parvenir à une action concertée ». Nous verrons plus loin comment cette définition peut être rendue opératoire dans le contexte communiste.

<sup>2</sup> Les hypothèses formulées ici sont le produit d'une mise en perspective des résultats d'un terrain sur les pionniers réalisé dans le cadre de ma thèse et d'une étude en cours sur les mouvements écologistes tchèques menée dans le cadre d'un contrat post-doctoral du CNRS dont j'ai bénéficié entre août 2003 et juillet 2005 au sein du Centre d'études des monde russe, caucasien et centre européen de l'EHESS. De fait, elles demandent à être validées par une enquête plus approfondie et éventuellement par la confrontation avec d'autres cas d'étude dans d'autres pays. Il apparaît assez pertinent de mener cette réflexion à partir d'une comparaison de l'évolution des mouvements écologistes tchèques avec ceux de l'ancienne RDA. Voir notamment CHIBERT (1995) et POTLACK (1995). Je tiens par ailleurs à remercier Lilian Mathieu pour ses commentaires sur une version antérieure de cette communication.

<sup>3</sup> Nos recherches s'inscrivent dans une approche de type interactionniste en termes de carrières militantes, dont Olivier Fillieule (2001) a présenté les enjeux théoriques, mais s'inspirent plus précisément des travaux de Howard Becker (1985) et notamment de Erving Goffman (1990) (Cet essai « s'attachera

trouve un individu et « l'étape particulière de la carrière » dans laquelle se situe son « environnement social » (HUGHES, 1996: 185). Ainsi, la permanence d'une organisation étroitement liée au dispositif idéologique de l'ancien système –même si juridiquement et institutionnellement elle s'est renouvelée- ainsi que celle d'un noyau de leaders, à la tête des principales associations écologistes tchèques, a retenu notre attention en ce sens que perdurent dans le nouveau contexte deux types d'action collective aux formes radicalement opposées. Or, la fin du système politique, qui dans les deux cas de figure sous-tendait leur raison d'être, n'induisant pas leur disparition, nous sommes en droit de nous interroger sur les facteurs qui président à la stabilité des carrières militantes indépendamment du fait que le caractère autoritaire du régime dans lequel ces carrières ont pris naissance<sup>4</sup> nécessite une réflexion sur la nature même de l'action collective.

Le fait de travailler sur la poursuite de l'engagement permet de questionner également l'influence qu'a eue la socialisation socialiste - entendons ainsi la socialisation opérée au sein d'organisations créées par le régime communiste - sur la forme prise par les carrières militantes. Dès lors, il est possible de voir comment la transformation sociale et politique de 1990 intervient sur cet héritage de pratiques sociales ou, pour le dire autrement, comment les nouvelles opportunités sociales et politiques interfèrent avec des logiques d'engagement débutées pendant la période autoritaire.

Le constat, qu'en dépit des positions fortement opposées avant 1989, ces deux types d'action collective reposent sur des mécanismes de pérennisation assez proches, comme nous allons le montrer, laisse penser que ce serait moins le caractère « durci » des groupes qui expliquerait les effets structurants de l'engagement, que la manière dont les membres investissent leur rôle.

### **Préambule : Le caractère heuristique du contexte de « crise »**

---

surtout aux aspects moraux de la carrière, c'est-à-dire au cycle des modifications qui interviennent dans la personnalité du fait de cette carrière et aux modifications du système de représentation par lesquelles l'individu prend conscience de lui-même et appréhende les autres », pp. 179-180) et que nous avons croisée avec une réflexion en termes de socialisation et de construction identitaire à la suite notamment des travaux de Claude Dubar (2000a, 2000b).

<sup>4</sup> Le long terme que nous prenons en compte ici ne saurait recouvrir l'ensemble de la période du système de type soviétique en Pays tchèques. Les individus dont nous examinons les trajectoires d'engagement avaient une vingtaine d'années en 1989, par conséquent, on peut dire qu'ils ont quasiment tous eu une socialisation primaire de type socialiste c'est-à-dire dans l'organisation de jeunesse officielle du régime et qu'ils ont ensuite été socialisés dans des organisations secondaires avant la fin du régime communiste. La période que nous traitons par le biais de ces carrières militantes est donc celle allant des années 1970 au début des années 2000.

Analyser l'action collective à partir de la notion de « carrières militantes » dans le contexte post-communiste présente le double avantage de saisir le caractère processuel et dynamique de l'action collective et de relativiser la logique de rupture dans les situations de crise, même si elles sont caractérisées par une forte incertitude (DOBRY, 1992). En effet, l'approche transitologique<sup>5</sup>, la plus fréquemment développée à propos des changements de 1989, considère la variable idéologique et la logique de changement comme prédominantes dans l'étude des pratiques sociales. Selon ce point de vue dit « transitologique », l'instauration de la démocratie aurait un caractère performatif qui induirait systématiquement de nouveaux comportements civiques et politiques. En s'intéressant dans ce contexte, au maintien de l'action collective, nous pouvons poursuivre une analyse sociologique du militantisme et rendre compte des effets structurants de l'action collective tout en nous distanciant d'une approche en termes de mobilisations des ressources. Si elle a été décisive pour rompre avec une vision mythique de l'engagement désintéressé (McCARTHY, ZALD, 1977), elle ne nous paraît pas satisfaisante pour expliquer les effets de l'action collective sur l'identité des individus ni ce qui préside à la permanence des engagements. Notre démarche a pour ambition de montrer que, pour autant, les valeurs ne sont pas une variable déterminante dans l'analyse de l'action collective et en cela, nous rejoignons la réflexion de Michel Dobry à propos de la légitimation qu'il conçoit dans des « formes locales, éclatées, sectorielles » (DOBRY, 2002: 115).

L'approche interactionniste autorise précisément à relativiser le poids des ruptures systémiques dans la mesure où la notion de carrière renvoie à l'idée d'une succession d'étapes qui contribuent à la construction des identités sociales et qui impliquent de considérer l'engagement sur un temps long<sup>6</sup>. En conséquence, nous proposons d'analyser les transformations des espaces sociaux, dans lesquels les individus sont imbriqués, et qui peuvent elles-mêmes résulter des changements au niveau macrosociologique. Il nous semble en effet que ce n'est que par cette intermédiation que peuvent être appréhendées les conséquences concrètes du changement, c'est-à-dire en le repérant à travers des logiques locales, situées. De fait, nous cherchons à comprendre en quoi les schèmes de perception de l'engagement sont affectés par le changement systémique. En d'autres termes : existe-t-il une corrélation entre une situation de crise politique et la crise des identités entendue comme période de redéfinition identitaire ?

---

<sup>5</sup> Pour une présentation synthétique de ces thèses, voir DOBRY (2000).

<sup>6</sup> D'une certaine manière, apparaît une convergence entre ce type d'analyse et l'approche concurrente des « transitions démocratiques », formulées en termes de path dépendance (la dépendance du sentier) qui met l'accent sur le fait que le changement est conditionné par les choix préalables et que la trajectoire empruntée a des effets structurants. Pour une présentation de cette approche, voir STARK (1999) et DOBRY (2000). Néanmoins, Nous établissons ici une distinction nette entre le terme de « carrière » et celui de « trajectoire », car non seulement ce dernier est le plus souvent utilisé pour désigner une succession de positions sociales mais encore, dans le contexte post-communiste, il désigne, dans l'acception mentionnée ci-dessus, l'évolution des institutions héritées de l'ancien système.

Notre hypothèse est que le lien entre ces deux niveaux de réalité sociale est médiatisé par l'appartenance à des « mondes sociaux »<sup>7</sup>, que constituent l'association pour l'engagement, mais aussi les milieux professionnels et amicaux. Dès lors, le maintien de l'action collective dans les mêmes formes organisationnelles peut laisser penser que ces appartenances auraient rempli la fonction « d'amortisseur de chocs », pendant la phase de crise et d'incertitude. Le fait que ce processus de pérennisation n'ait pas seulement concerné des organisations « neutres » (sportives ou de loisirs), mais également des collectifs à l'identité idéologique marquée (que ce soit pour ses membres ou pour autrui), nous incite à rejoindre la thèse de « la capacité interprétative des agents, c'est-à-dire sur les significations qu'ils accordent à leurs actes et aux situations de choix dans lesquelles ils se trouvent placés » (AGRIKOLIANSKY, 2001: 30).

En mettant donc en perspective la conversion de l'organisation des pionniers tchèques avec le maintien de la mobilisation écologiste, nous proposons d'étudier les effets durables de la socialisation socialiste. Il ne s'agit donc pas ici de s'intéresser aux processus de primo engagement mais de centrer l'analyse sur les logiques qui rendent intelligibles la consolidation des carrières militantes.

## **DEUX TYPES DE PERENNISATION DE L'ENGAGEMENT**

En raison de notre conception du changement politique et des carrières militantes, il est nécessaire, dans un premier temps, de restituer les mécanismes de la transformation des « associations » en 1989-1990 pour comprendre la logique des actions collectives qui se sont maintenues en leur sein.

### **La permanence identitaire des nouvelles associations**

La spécificité du contexte post-communiste tient au fait que le nouveau contexte politique implique, pour les organisations et les collectifs qui cherchent à se pérenniser, de se réinscrire selon les termes des nouvelles lois en vigueur, relatives aux partis politiques, aux associations et

---

<sup>7</sup> Nous reprenons la notion de mondes sociaux à notamment Anselm Strauss (1992) et à Claude Dubar (2000). « C'est en étudiant des actions collectives (ou organisées) comme autant de construits sociaux et en reconstituant les "mondes" des acteurs (à la fois leurs visions du monde et leurs organisations de l'action) que l'on a le plus de chance de reconstituer et comprendre les processus de socialisation qui permettent la coordination des actions et la négociation des "mondes" qui sont toujours des mixtes d'intérêts et de valeurs. Ces processus de socialisation produisent des identités d'acteurs qui ne se réduisent ni à des habitus de classe ni à des schèmes culturels »<sup>7</sup>.

autres organisations à but non lucratif<sup>8</sup>. Dans les deux cas de figure retenus, un tel processus s'est produit mais repose sur des mécanismes différents, compte tenu des situations institutionnelles dans lesquelles se trouvaient respectivement les pionniers et les groupes écologistes avant 1989. Dans le premier cas, la création d'une association a alors correspondu, à un processus de désolidarisation de l'ancien ordre politique et institutionnel, et à un moyen de renouveler l'identité collective du groupe, par une inscription légale dans le nouvel ordre démocratique (DEVAUX, 2004). Dans le second cas, l'enregistrement du Mouvement arc-en-ciel (*Hnutí Duha*) et du groupe, Les enfants de la terre (*Děti Země*), en tant qu'associations, au début de 1990, a tout à la fois signifié une reconnaissance institutionnelle et une pleine inscription dans la mouvance écologiste, y compris au niveau international<sup>9</sup>. Toutefois, ces deux trajectoires organisationnelles n'ont de sens que pensées en relation avec celles des membres qui les composent et des responsables qui les dirigent<sup>10</sup>. Comme de l'action collective repose sur un travail d'agrégation des volontés et de définition du groupe, il faut tout autant prendre en considération le rôle joué par les dirigeants que la manière dont les membres perçoivent le collectif et s'y impliquent et, à leur tour, contribuent à la définition de l'identité collective.

\* La conversion de l'organisation des pionniers

La création de l'association *Pionýr* a été rendue possible par la désimbrication opérée par l'organisation des pionniers de l'Union socialiste de la jeunesse (PO SSM) de cette dernière et par le fait que PO SSM n'avait pas de personnalité juridique avant 1989. Cette opération a eu lieu le 20 janvier 1990, lors de la Conférence nationale extraordinaire des travailleurs de l'organisation des pionniers. Ce processus s'explique par le fait que les bénévoles responsables de collectifs ont adopté de nouveaux principes, des statuts provisoires et ont adressé au Président du gouvernement fédéral de Tchécoslovaquie une lettre expliquant leur démarche<sup>11</sup>. Leur système de justification repose, encore jusqu'à aujourd'hui (ČERNA, BĚLOHLÁVEK, 2001), sur le rejet de la conception idéologique de SSM et sur l'affirmation de la spécificité de leur travail auprès des enfants. Dans ce texte, ils distinguent les apports de l'organisation des

---

<sup>8</sup> Loi n° 15 du 23 janvier 1990 relative à la création et à la dissolution des partis politiques, la loi n° 83 du 27 mars 1990 portant sur l'association des citoyens introduit dans le droit tchécoslovaque la forme juridique de l'association civique, en tchèque, « *občanské sdružení* ». Ultérieurement deux lois ont créé deux autres catégories d'organisations à but non lucratif : la loi n° 248 du 28 septembre 1995 sur les sociétés d'intérêt général et la loi n° 227 du 3 septembre 1997 sur les fondations et les fonds de dotation.

<sup>9</sup> *Hnutí Duha* est rattaché au mouvement the Friends of the Earth.

<sup>10</sup> Compte tenu des écarts dans l'avancement des deux terrains, nous ne tiendrons compte dans cette communication que de la catégorie des leaders des trois associations, ce qui ne doit nullement laisser penser que notre travail se limite à cette catégorie d'acteurs.

<sup>11</sup> Texte de la Conférence extraordinaire nationale des travailleurs pionniers, Brno, 20 janvier, 1990, disponible sur le site internet du *Pionýr*, [www.pionyr.cz](http://www.pionyr.cz).

pionniers de la « triste expérience » qu'elle a connue dans le cadre de la SSM<sup>12</sup> et établissent une nette différence entre les travailleurs (*pracovníky*), c'est-à-dire ceux qui se sont directement occupés des activités pour les enfants, et les fonctionnaires de la SSM en charge de l'élaboration des programmes et qui constituaient la « *nomenklatura* extérieure » de l'organisation de jeunesse<sup>13</sup>. La tenue de cette conférence s'avère donc cruciale car elle a signifié que ces bénévoles se percevaient comme légitimes pour organiser leur adaptation au nouveau contexte et ne se considéraient donc pas comme des « perdants » de l'histoire. C'est donc dans un contexte d'incertitude, peu après la nomination d'un nouveau gouvernement, et alors même qu'il n'existait pas encore de loi sur la liberté d'association<sup>14</sup>, que des bénévoles, peu politisés, appartenant à des organisations de base de la PO SSM ont choisi de faire perdurer le collectif hérité de l'ancien système et de valoriser l'expérience acquise durant celui-ci. Les nouveaux statuts prévoient donc que « le *Pionýr* est une association d'enfants, de jeunes et d'adultes, démocratique, volontaire, autonome et indépendante ».

Affirmer cela signifie que le *Pionýr* se considère comme un nouvel acteur social tout en s'inscrivant dans la tradition des organisations de jeunesse, qui sont des associations composées d'enfants et de jeunes. Parallèlement, la nouvelle association assume un certain héritage puisque les délégués de la conférence revendiquèrent le caractère progressiste et de gauche de la nouvelle association (« *levicové* »), et que cela reste le créneau de la direction plus de quinze ans après la fin du système de type soviétique. Cette opération de conversion peut être considérée comme efficace puisque le *Pionýr* est aujourd'hui la deuxième organisation de jeunesse du pays, comprenant 25 000 membres (le mouvement scout en compte à peu près le double).

Si la transformation des groupes informels d'écologistes en associations relève à l'inverse d'un processus d'institutionnalisation, elle correspond néanmoins à la pérennisation d'une identité collective.

\* L'affirmation des mouvements écologistes en tant qu'associations

---

<sup>12</sup> *Dopis delegátů mimořádné celostátní konference předsedovi vlády ČSSR*, (Lettre des délégués de la conférence nationale extraordinaire au président du gouvernement de la République socialiste de Tchécoslovaquie). Il s'agit d'une lettre qui a été adressée le même jour par les délégués de la conférence extraordinaire nationale au Président du gouvernement de la République socialiste de Tchécoslovaquie, (disponible également sur le site du *Pionýr*).

<sup>13</sup> Ce terme est utilisé par Vladimíra Hradecká, František Koudelka (1998). Mentionnons que parmi les 51 546 responsables d'équipes qui encadraient les enfants en 1988, seuls 9 187 soit 17,8% étaient membres du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Source : « Rétrospective historique du mouvement des pionniers, point de vue du Conseil national du *Pionýr* », 27 novembre 1999.

<sup>14</sup> Les premières associations ont été créées selon les termes de la loi du 12 juillet 1951 sur « les organisations et les rassemblements volontaires ».

La création de *Děti Země* (les Enfants de la terre), l'une des deux principales associations écologistes tchèques actuelles, date d'octobre 1989, tandis que le groupe, sur lequel le mouvement reposait, remonte aux années 1970. Parmi les membres fondateurs, on compte Jindřich Pertlík et Miroslav Patrik qui se sont connus au lycée de Bilin en Bohême du Nord (une des régions les plus sinistrées écologiquement du pays), où ils étaient membres du club d'archéologie et de sciences naturelles. Etudiants à Prague, ils ont créé en 1979 un groupe à Prague 6 portant le nom de *Tým Bořena*, littéralement l'équipe de démolition, et qu'ils ont enregistré en 1984 comme une organisation de base de l'Union tchèque des protecteurs de la nature (ČSOP), car ils avaient besoin de plus de moyens financiers pour développer leurs activités (PERTLÍK, PATRIK, 2003). Le 18 septembre 1989, soixante personnes venant de toute la République tchèque s'étaient réunies dans le centre culturel Delta de Prague 6, et le 27 octobre elles ont décidé de transformer cette organisation en « association indépendante »<sup>15</sup>. On peut dire que ce groupe s'est formé sur la base d'un réseau d'interconnaissances (initialement dans le milieu étudiant) et de contacts avec la branche écologiste du milieu dissident, notamment celui de la Charte 77. Miroslav Patrik, alors âgé de 30 ans, a été le premier président de l'association, fonction qu'il occupe de nouveau depuis le début des années 2000 tout en étant le responsable de l'antenne de Brno.

Quant à l'autre association, le Mouvement Arc-en-ciel, *Hnutí Duha*, elle ne s'inscrit pas dans un rapport territorialisé à la dégradation de la nature. Elle a été fondée par deux amis, Jakub Patočka et Jan Beranek, qui s'étaient rencontrés au lycée de Brno. Il ne s'agit donc pas d'une logique de mobilisation par rapport à un enjeu local mais d'un engagement de jeunes gens, préoccupés du devenir de la planète et qui ont importé en République tchèque une conception globale de la cause écologique. Le titre de la revue que l'association publie, *Poslední generace*, La dernière génération (qui est devenue depuis *Sedm Generace*, Sept générations) est significatif de la vision de l'avenir qu'une partie de la jeune génération pouvait avoir à la fin des années 1980.

Au-delà de l'institutionnalisation de l'action collective opérée par ces deux associations, de l'étendue des causes défendues, de leur capacité à se mobiliser autour de risques globaux mais aussi locaux, ce qui a retenu notre attention du point de l'analyse des carrières militantes, c'est le fait que les deux principales organisations écologistes tchèques - comme le *Pionýr* - soient dirigées depuis 1989 par les mêmes individus. Les principaux changements qui sont

---

<sup>15</sup> C'est de cette manière qu'étaient désignées des organisations ne relevant pas du dispositif institutionnel officiel mais dont l'existence était plus ou moins tolérée par le régime.

intervenues peuvent être résumés de la sorte. Jindřich Pertlík un des fondateurs de *Děti Země* a quitté l'organisation, en 2001, pour créer sa propre association, *Arnika*, à Prague et en 2002, Jan Beranek et Jakub Patočka se sont désengagés de la direction de *Hnutí Duha* pour entrer en politique et s'impliquer dans le parti des Verts, alors en situation de crise<sup>16</sup>.

Toutefois la permanence de ce personnel militant ne saurait laisser croire à une reproduction à l'identique des causes défendues. La pérennisation de ces collectifs tient aussi au fait que se sont agrégés aux leaders historiques de jeunes membres sans engagement préalable et qui contribuent à la redéfinition des causes défendues.

### **La redéfinition des causes**

La pérennisation de l'action collective et la stabilité des carrières militantes ne peuvent être comprises sans une analyse contextualisée des associations. Or celles-ci sont traversées à la fois par la permanence d'un personnel (même si celui-ci peut se trouver dans une nouvelle configuration personnelle en raison notamment des changements économiques), et par la reconfiguration de l'espace de compétition dans lequel elles évoluent. C'est espace est constitué d'acteurs qui cherchent à imposer une bonne définition de la cause à défendre. Dans le domaine des activités pour la jeunesse, le conflit se structure autour de la forme de l'organisation type mais aussi des services à fournir à la jeunesse et, dans celui de l'environnement, autour d'un rapport plus ou moins politisé à la nature (entre les conservateurs et les environnementalistes, entre ceux qui restent dans un registre associatif et ceux qui cherchent à influencer les décisions politiques). Ainsi, si la réorganisation des anciennes organisations de masse socialistes dans de nombreux domaines de la vie sociale, la redéfinition des règles du jeu politique et les conséquences de l'introduction d'une économie de marché ont ouvert un nouveau champ des possibles en termes de trajectoires personnelles et collectives ; il n'en demeure pas moins que l'ensemble des acteurs sociaux, anciens comme nouveaux, se trouvent dans des situations très différentes, désormais régies par un principe de concurrence ouverte<sup>17</sup>.

---

<sup>16</sup> Leur entrée en politique correspond au travail effectué par différents responsables de partis pour attirer des membres de la « société civile » sur leur listes au moment de la campagne des élections législatives de 2002 et s'est consolidée autour de l'enjeu des élections parlementaires européennes, pour lesquelles Jakub Patočka était la tête de liste alors que Jan Beranek préside le parti depuis 2003. Cette évolution s'accompagne d'une redéfinition *a posteriori* des trajectoires sociales et d'un phénomène d'illusion biographique (BOURDIEU, 1986).

<sup>17</sup> Nous avons montré que dans le domaine de la jeunesse l'organisation des pionniers qui avaient le monopole des activités avant 1989 était en réalité concurrencée par des organisations secondes, cela ne relevait pas toujours de processus publicisés alors que depuis 1990, la liberté d'association contribue à la constitution d'une pluralité réelle dans l'offre.

Les hypothèses en termes d'incitations sélectives (OLSON, 1965) et de rétributions (GAXIE, 1977) sont avancées dans l'analyse de l'action collective dans de grandes organisations et dans le cadre de causes qui sont déjà formalisées. Or, dans nos cas d'étude, il s'agit de petits groupes (les écologistes) ou en tout cas de groupes qui cherchent à maintenir une identité contestée. D'une manière générale, non seulement les organisations de jeunesse ne disposent plus des moyens et des facilités que le système de type soviétique avaient mis à leur disposition (locaux, matériel, faible coût des séjours de vacances, temps libre dégagé pour les bénévoles), mais encore le prestige social dont pouvaient bénéficier les responsables de groupes tend à diminuer dans la société post-communiste. S'il est difficile de mesurer cette déperdition, elle apparaît clairement dans les propos des responsables de collectifs qu'ils aient appartenu avant 1989 à l'organisation des pionniers ou à des *organisations secondes*<sup>18</sup>. Chez les pionniers, contrairement au mouvement scout, par exemple, la dévalorisation de la fonction d'encadrement de la jeunesse se double de la stigmatisation qui affecte tout ce qui est lié à l'ancien régime. Tenter donc de faire perdurer une des identités sociales les plus étroitement liées au système de type soviétique relevait de la gageure et ne pouvait aucunement être appréhendé comme la source de quelconques rétributions.

Nous verrons plus loin que c'est ailleurs qu'il faut chercher les logiques de la pérennisation d'un engagement qui les place dans une situation dissonante par rapport aux « valeurs » dominantes du nouveau contexte politique.

Paradoxalement, la carrière militante des écologistes n'est pas de ce point de vue très éloignée de celle des pionniers. Alors qu'ils peuvent être considérés, en 1989 comme appartenant au camp des « vainqueurs », c'est-à-dire de ceux qui sont légitimes puisqu'ils ont critiqué l'ancien régime, la poursuite de leurs activités après 1990 et leur institutionnalisation en font de nouveaux acteurs contestataires. La promotion d'un mode de vie alternatif, qui constitue le fil conducteur de l'action collective de *Hnutí Duha* et de *Děti Země* a servi à porter la contestation dans la période autoritaire mais elle s'avère moins légitime dans le nouveau système démocratique, car elle est perçue comme une remise en cause de l'économie de marché adoptée simultanément à l'instauration de la démocratie (PATRIK, 2003, FAGAN, 2004). C'est en cela qu'il y a une mutation de la cause défendue. Alors que dans les années 1980, les critiques portaient sur les grands projets d'aménagement socialistes, sur la pollution de l'air et

---

<sup>18</sup> Nous parlons d'organisations *secondes* ou d'identités *secondes* pour désigner des phénomènes qui se sont produits dans le cadre des organisations uniques et qui ont été rendu possibles par l'assouplissement du système et un plus grand degré de tolérance à l'égard d'organisations traditionnelles dès lors qu'elles se présentaient en apparence dans les formes officielles. Il s'agit d'une analogie avec l'idée de *société seconde* développée par le sociologue hongrois, Elemér Hankiss dont il précisait qu'elle fonctionnait en interaction avec le système officiel et qu'elle permettait sa continuité et avec le mécanisme d'adaptation secondaire décrit par Erving Goffman à propos de l'appartenance à des institutions totales (1990).

de l'eau en raison des industries lourdes, sur l'usage de substances toxiques, sur le recours au nucléaire de technologie soviétique et sur le stockage des déchets ; à partir des années 1990, le créneau des écologistes est de dénoncer les excès et les risques de la société de consommation (KELLER, 2005). Le nucléaire est resté pendant toute la décennie un enjeu fondamental pour les associations et notamment pour *Hnutí Duha*, mais il a été accompagné de critiques à l'égard du recours massif à l'automobile, du développement de centres commerciaux à la périphérie urbaine et de la tendance à l'exploitation commerciale des espaces naturels (que ce soit pour les activités forestières ou pour la mise en place de centres de loisirs).

De plus, la pérennisation de l'engagement écologique dans le cadre des nouvelles associations n'a pas revêtu un caractère contestataire uniquement à l'égard des risques écologiques liés aux nouveaux choix économiques, mais également à l'égard du fonctionnement du politique. En effet, la forme de l'action collective, ici de type associatif, a également signifié la méfiance de ces militants à l'encontre des hommes politiques, passés comme présents. Le refus du politique, que l'on retrouve dans le discours de nombreux militants associatifs, les ancre dans une posture contestatrice plus générale et, comme dans le cas précédent, les éloigne de tout type de rétributions, en dehors de la propre valeur que les membres accordent à une posture de retrait, dissidente que l'on retrouve fréquemment dans le militantisme moral.

Le poids de ce déterminisme peut mieux encore se constater en observant les carrières professionnelles d'acteurs, également impliqués dans la défense de l'environnement, mais dont l'engagement s'est combiné avec de nouvelles opportunités professionnelles après 1989. C'est le cas notamment de scientifiques, appartenant à une génération antérieure et qui avaient déjà une activité professionnelle avant 1989 notamment dans des instituts de recherche et qui ont su valoriser, auprès des nouvelles élites politiques, à la fois leurs savoirs, leurs compétences techniques acquises dans les anciennes institutions d'Etat et leurs positions critiques à l'égard du régime communiste (notamment de la part de ceux qui étaient membres de la Section écologique de la Société de Biologie de l'Académie des sciences tchèque<sup>19</sup>). Plus largement, ce sont les membres de ce que l'on peut appeler la « zone grise » qui, soit ont fait des choix politiques après 1990, soit se sont constitués en experts et sont devenus des professionnels des questions environnementales - nous pensons notamment à plusieurs *think tanks* en partie financés par des fonds étrangers et qui parviennent ainsi à procurer des postes salariés à certains de leurs membres (DEVAUX, 2005). Les jeunes membres des groupes contestataires se sont au contraire davantage investis dans un rôle contestataire, en refusant de participer dans un premier temps au processus de décision politique, en consolidant une culture alternative et en opérant une sorte de radicalisation politique. La logique de pérennisation de l'engagement n'est pas

---

<sup>19</sup> Il s'agit d'un collectif officiel constitué par des scientifiques, des juristes et des ingénieurs cherchant à débattre des problèmes environnementaux. Après plusieurs tentatives, la Section a été créée en 1978 et ses membres ont même été consultés par le pouvoir à partir de 1986.

déconnectée des réalités sociales et politiques du moment : d'une part, il est cohérent avec des choix professionnels (Jakub Patočka qui contrairement à la majorité des écologistes a eu une formation en sciences sociales à la faculté de philosophie de l'Université de Brno s'est orienté vers une carrière de critique littéraire dans le magazine *Literární noviny* (Les Nouvelles littéraires) dont il est devenu le rédacteur en chef en 1999) et, d'autre part, la victoire des libéraux aux élections législatives de 1992 a conforté les écologistes dans leur posture critique.

Par ailleurs, il est fort probable qu'un effet de génération intervienne dans l'explication de ce phénomène de pérennisation pour de jeunes gens, âgés d'environ 18 ans, au moment de la fin du régime communiste, et dont l'engagement écologiste a sans doute été plus structurant dans leur trajectoire sociale que celui des scientifiques et ingénieurs déjà construits socialement par leur activité professionnelle.

Ce dernier constat nous conduit à formuler la thèse suivante : la pérennisation et la stabilité des carrières militantes tiendraient au surinvestissement dans un rôle social et la situation de crise permettrait de valider l'hypothèse des effets structurants de la socialisation socialiste.

#### **LES RESSORTS DE LA STABILITÉ DES CARRIÈRES MILITANTES**

Si nous raisonnons en termes de carrières militantes, c'est que nous ne concevons pas l'action collective seulement en termes de dispositions à agir, mais également comme le résultat d'une interaction entre ce que procure l'engagement en termes de « construction de soi » et le champ des possibles en termes d'identités sociales disponibles. Plus précisément, un phénomène de « cristallisation identitaire » (McADAM, 1988) semble résulter de la non-congruence entre des identités sociales construites pendant la période autoritaire et les nouvelles perceptions de l'action collective.

## Les effets structurants de la socialisation socialiste

L'idée communément admise de la fin des engagements ayant pris naissance avant 1989, parce qu'ils correspondraient uniquement à de *l'adhésion suscitée* ou à la souscription à l'idéologie officielle, rejoint, d'une certaine manière, les analyses menées dans les années 1980, notamment en France, sur le déclin, les mutations du militantisme. Il semblerait qu'elles reposent sur une explication partiellement erronée des engagements et du militantisme dits de type traditionnel, c'est-à-dire fonctionnant sur le mode communautaire. On aurait en effet vu dans ces formes des rapports mécaniques au groupe, l'endossement de rôles prédéfinis et la perte de la personnalité individuelle (ION, 1997: 82). Or, rien ne nous empêche d'étudier ce type d'engagement selon l'approche interactionniste, ni de concevoir l'appartenance à des organisations traditionnelles (ici les organisations de jeunesse) comme susceptible de constituer une étape dans les carrières militantes<sup>20</sup>.

La spécificité du contexte communiste, quant à la construction des carrières militantes, tient au fait qu'il est difficile de considérer, par exemple, l'appartenance à une organisation de jeunesse comme un des éléments fondamentaux de la socialisation primaire puisqu'elle était généralisée. Néanmoins, une analyse fine des rôles joués par les jeunes dans l'organisation - les pionniers ou une *organisation seconde* - peut révéler la manière dont cette expérience opère dans les trajectoires sociales. Nous avons observé que, chez certains individus, ces pratiques ont développé ou révélé des dispositions à la direction d'une équipe, à être le porte-parole d'un groupe, mobilisables dans d'autres expériences associatives<sup>21</sup>. Pour ceux qui sont restés membres des pionniers, la poursuite de l'engagement, même s'il est souvent présenté sur un mode naturalisé, ne peut se comprendre qu'à travers « des modifications qui interviennent dans la personnalité du fait de [la] carrière » et « des modifications du système de représentation par lesquelles l'individu prend conscience de lui-même et appréhende les autres ». Nous affirmons donc que, selon les générations, les carrières militantes ont commencé avant 1989, lorsque les individus se sont engagés dans le fonctionnement d'un groupe local de PO SSM, ou bien qu'elles se sont mises en place lorsque les jeunes ont pris la responsabilité de collectifs. Dans les deux cas de figure, le changement de système a consolidé la carrière militante ou a constitué une étape, au sens de Howard Becker (1985), dans la mesure où il a modifié la configuration des interactions entre l'individu, le collectif et la société - à travers certains mondes sociaux.

---

<sup>20</sup> D'une certaine manière nous rejoignons ici la critique émise par Annie Collovald à l'égard de la disqualification des « anciennes pratiques » militantes, sous-entendues populaires, opérée par un courant actuel de la sociologie du militantisme (COLLOVAD et al., 2002: 181-185).

<sup>21</sup> C'est le cas, par exemple, chez des fondatrices d'associations d'aide sociale, qui ont gardé un bon souvenir de leur appartenance aux pionniers avant 1989 même si elles n'ont pas toutes, en tant qu'adultes, poursuivi un engagement actif dans cette organisation.

Nous allons donc voir qu'en dépit d'un mode d'appartenance communautaire à l'organisation, parce qu'il structure un certain nombre de rapports au monde (familiaux et amicaux notamment), l'engagement dans une organisation de jeunesse comme celle des pionniers, ne s'est pas produit sans que les individus aient un regard réflexif sur leurs pratiques. Nous en voulons pour preuve le rapport qu'entretient, par exemple, Michal avec un collectif de pionniers. Il s'agit d'un des rares membres que nous avons rencontrés à se trouver en situation de rupture sociale, en l'occurrence en raison du fait qu'il est au chômage depuis plusieurs années, et dont l'identité sociale repose quasi exclusivement sur son implication dans le travail auprès des enfants.

« Q. Combien de temps pensez-vous que vous allez continuer à vous occuper personnellement de l'équipe ?

M. Dans mes rêves, je me vois mourir très vieux et continuer à porter des tentes...

Q. Parfois, vous n'avez pas envie de faire autre chose ?

M. Non, je n'ai pas d'autre centre d'intérêt pour l'instant. Ça me convient ainsi.

Q. Vous n'avez pas envie d'avoir des responsabilités à la centrale par exemple ?

M. Non. Je sais qu'on peut faire les deux, mais je n'ai pas envie. Il y a mon collègue qui le fait déjà et ça suffit comme ça ».

« Q. Est-ce que vous mentionner sur votre CV que vous êtes un responsable de groupe de pionniers ?

M. Oui, je mets que je suis responsable d'une équipe de touristes<sup>22</sup>, mais je ne mentionne pas le *Pionýr* ... » (Michal, *Pionýr*, entretien du 9.06.1999)

La réponse à cette seconde question montre qu'en dépit d'un engagement qui semble aller de soi, - Michal est membre d'une famille communiste et que tous ses frères appartiennent aux pionniers-, il porte un regard distancié sur l'organisation du *Pionýr*, sur ce qu'elle peut représenter dans la société tchèque actuelle, et sur la nécessité de ne pas endosser le stigmate qu'elle véhicule.

Parallèlement, certains jeunes ont été socialisés dans des organisations officielles telles que l'Union des conservateurs de la nature, mais au sein de laquelle ils se sont constitués des identités sociales, non pas façonnées par l'idéologie officielle, mais orientées vers une critique du régime politique en place<sup>23</sup>. De fait, la participation active à des groupes locaux de cette organisation a rempli une fonction de socialisation « politique », au sens ici d'intéressement à des problèmes généraux de société (FAGAN, 2004: 62-67)<sup>24</sup>. L'hétérogénéité des organisations

---

<sup>22</sup> Les organisations de touristes qui comprennent des sections pour les jeunes proposent des activités de découverte du patrimoine culturel et naturel du pays. En cela, elles reposent sur la tradition tchèque d'expédition et de séjours dans la nature.

<sup>23</sup> Ce n'est pas le cas de tous les membres de ČSOP puisque la plupart sont restés engagés dans cette organisation, qui demeure la plus importante association de conservation de la nature du pays, et refusent toute vision politique de la protection de l'environnement.

<sup>24</sup> Nous rejoignons ici la démarche qui a été adoptée dans l'entreprise collective consistant à appliquer la grille d'analyse des mouvements sociaux et de la mobilisation des ressources aux mouvements de résistances au Maghreb et au Moyen-orient. « Les formes que peut prendre la résistance à l'autorité dans

et des types de rapport aux collectifs n'atteste pas l'idée de *raté* de la socialisation mais confirme la thèse selon laquelle la socialisation opère sur le mode de la « négociation ».

Au moment du changement de système se pose la question de la poursuite, de l'arrêt ou de la transformation des engagements, tandis que les identités sociales induisent un effet d'inertie. Si le nouveau contexte offre une « structure des opportunités politiques » (KITSCHOLT, 1986, TARROW, 1989) plus large qu'auparavant et, d'une certaine façon, plus propice à l'engagement, il n'est pas le seul facteur intervenant dans la recomposition des trajectoires militantes. Les constructions identitaires comme la posture contestataire sont difficilement rejetables après 1990 et ce, d'autant plus, quand la « structure des engagements possibles » (AGRIKOLIANSKY, 2001: 32) n'offre pas nécessairement un autre rôle à endosser.

Nous avançons donc l'idée que le fait de travailler sur le contexte communiste n'autorise pas à poser *a priori* les pratiques comme reposant exclusivement sur des logiques rationnelles. Si l'on a repéré des *adhésions suscitées*, la réalité sociale ne se résumait pas à cette seule dimension et la situation de crise révèle que c'est le fait que, en dépit du changement social et politique, le militantisme peut rester sa propre fin (HIRSCHMAN, 1983) parce qu'il est pourvoyeur d'identification sociale.

### **Le surinvestissement d'un rôle social**

Si ce processus a bien eu lieu dans la société communiste, il faut changer de focale pour l'appréhender. En effet, nous avons dit en introduction, qu'il n'existait d'action collective dans ce contexte, autre qu'en vue des buts fixés par l'Etat au regard de l'idéologie officielle et du « socialisme à construire ». Or, non seulement, des formes d'action collective protestataires ont eu lieu dans différents pays communistes, et notamment sous la forme des mouvements écologistes en République tchèque<sup>25</sup>, mais encore dans le cadre des organisations officielles, des actions collectives ont existé, dès lors qu'au niveau local était « renégociés » le sens et la portée des objectifs établis au niveau national ou par les instances régionales. Autrement dit, si l'on peut parler des effets structurants de la socialisation socialiste c'est aussi parce que

---

les contextes non-démocratiques sont fortement contraintes. (...) Ne pouvant donc partir *a priori* des définitions « occidentales » de la participation politique, il faut élargir le regard afin de se doter de définitions opérationnelles de ce qui, dans le foisonnement des activités, peut être qualifié d'action politique contestataire » (Fillieule, Bennani-Chraïbi, 2003, pp. 28-29).

<sup>25</sup> Il faut garder à l'esprit que le plus souvent ces actions ne voyaient le jour que parce qu'elles s'exprimaient dans le cadre de la légitimité socialiste, que ce soit Solidarnosc en Pologne ou la Charte 77 en Tchécoslovaquie.

l'appropriation des pratiques par les individus a occasionné la création d'un ordre des valeurs au niveau microsocial, qui a joué un rôle dans leur construction sociale.

Si les travaux de Obershall ont sociologisé la théorie de la mobilisation des ressources (OBERSHALL, 1977) en intégrant dans l'analyse de l'action collective le positionnement social de l'individu (dans une dimension verticale à l'égard du pouvoir et dans une dimension horizontale dans ses relations avec sa communauté d'origine), l'approche interactionniste permet de saisir plus finement encore ce qui se joue entre le collectif et l'individuel. Or, c'est bien au cœur des collectifs (aucun des responsables actuels des associations étudiées n'a appartenu à une structure centrale) que se sont construites les carrières militantes, que ce soit dans une perspective de contestation de l'ordre établi ou dans celle d'aménagement du cadre socialiste.

Des différences existent bien entendu entre les écologistes, qui s'efforçaient de publiciser les risques engendrés par le système de type soviétique, et les pionniers, qui cherchaient à répondre aux besoins des enfants tout se conformant officiellement aux attentes du pouvoir. Dans les deux cas, toutefois, la cause a été défendue au niveau local, celui de la sociabilité du groupe et de la faible part de la population sensible par exemple aux questions environnementales. Les représentations du monde se sont ainsi construites dans ces collectifs et ont constitué autant de schèmes de perception du changement. Dès lors, le phénomène de délitement ou de dépérissement de l'action collective auquel on aurait pu s'attendre, s'avère improbable puisque renoncer aux engagements antérieurs revenait à se renier soi-même.

Si on suit l'idée de Jean-Claude Kaufmann, selon laquelle « le choix est toujours un combiné complexe entre contraintes de l'interaction présente et force structurante du patrimoine de schémas incorporés » (KAUFMANN, 1994: 306-308), on se rend compte que dans les deux cas étudiés, le seul choix possible était celui du surinvestissement du rôle. Par la notion de surinvestissement, nous cherchons à concilier les deux approches, celle des effets structurants du rôle endossé (SCHUTZ, 1987) et celle de « surrégénérateur » (GAXIE, 1977). Non seulement, il existe un réel plaisir dans la militance mais aussi dans l'activité menée dans l'entre-soi (le groupe d'enfants, les collègues de l'équipe ; les militants avec lesquels on défend la même cause), mais la nouvelle donne politique occasionne un goût pour la défense des « causes perdues ». En effet, les pionniers comme les écologistes se retrouvent en décalage après 1989, avec la nouvelle idéologie et alors qu'ils cherchent à poursuivre une expérience socialisante, épanouissante et dont la portée morale ne disparaît pas à leurs yeux. C'est là que nous pouvons voir que le dispositif cognitif n'intervient que dans sa matérialisation dans un ordre local. Parler de changement de valeurs qui accompagne ce type de rupture systémique (comme a pu l'être 1968 en France), ne signifie rien s'il n'est pas replacé dans un espace social situé. Or, c'est précisément celui-ci qui nous permet de comprendre la pérennisation de l'action collective, qui

passé aussi par un bien-être ensemble, et ce d'autant plus quand le contexte général est caractérisé par l'incertitude.

« Q. Pourquoi êtes-vous resté dans cette équipe après 1989 ?

J. Parce que les chefs sont partis, parce qu'il s'agissait d'un changement politique et ils ont eu l'impression que ce qu'ils faisaient était mal, mais nous nous en fichions. Il est arrivé que les grandes équipes qui comprenaient environ soixante membres aient décidé qu'ils iraient à l'Union tchèque des Tabor (*Česká Unie Táborníká*). Une autre organisation semblable est apparue et cela leur a semblé mieux et ils sont partis là-bas (...) « En tant qu'adulte, c'est moi qui endossais toutes les responsabilités. Quand il se passait quelque chose, je mettais toujours les mains dans le cambouis. (...) En moi quelque chose s'est enrayé et j'ai dit que non, que je ne permettrais pas que le groupe pionnier soit dispersé et avec l'actuel président, Martin Bělohávek, nous sommes allés à la brasserie boire une bière, c'était en 1990, et pendant, peut-être trois heures nous avons cherché une solution, quoi faire pour que le groupe continue de fonctionner. Et le groupe y a gagné, ça a été payant parce qu'au début, on n'y connaissait rien et pourtant, pendant une courte période, entre 90 et 91, eh bien quatre équipes ont fonctionné. »

(Jaroslav, informaticien, 53 ans, ancien responsable d'un groupe *Pionýr* à Prague 8, entretien du 12.04.2000)

## Conclusion

En comparant ces deux terrains d'enquête, il est possible de voir que la stabilité des carrières militantes pourrait s'expliquer par un faisceau de facteurs. Certains tiennent à la spécificité du contexte post-communiste mais d'autres renvoient à des processus généraux.

Une des caractéristiques des carrières débutées pendant la période communiste est constituée par le fait que les militants, ici associatifs, n'ont pas eu d'autres expériences militantes, notamment dans un parti politique, comme c'est fréquemment le cas en France, par exemple. En conséquence, les collectifs étudiés ont été un des principaux lieux de socialisation et de construction des identités sociales. Dans le cas des pionniers, souvent l'implication dans un collectif s'est faite en raison d'un moindre investissement dans l'activité professionnelle et parfois à un âge qui correspond habituellement à des périodes de désengagement. D'une certaine manière, le « coût » de l'engagement a été payé à ce moment-là, ce à quoi il faut ajouter le fait que l'appartenance à l'organisation de jeunesse a engendré des rétributions symboliques, notamment d'ordre affectif. Nombre de militants ont en effet mieux traversé des crises conjugales en s'investissant dans le collectif, quand d'autres y ont rencontré leur conjoint (parfois le second). Ces effets socialisant sont peut-être prononcés dans les associations d'écologistes, cependant on y retrouve le même phénomène de fermeture, le fait d'être pris dans l'engagement. Dans ce cas également, le coût d'entrée dans l'action collective a été payé au cours des années 1980 et le désengagement s'avère en fait plus onéreux.

Plus généralement, la vision du monde a été construite chez ces individus au cours de leur action collective, au sein de mondes sociaux situés, dans lesquels se sont élaborées des valeurs, des normes et une conception du juste et de l'injuste. Pas plus que dans un autre contexte, nous ne postulons l'homogénéité des fins à atteindre par l'action collective. Le fait même que

perdurent des collectifs liés d'une manière ou d'une autre à l'ancien système tend plutôt à confirmer la thèse de l'hétérogénéité puisque le maintien de l'engagement militant dans la période de crise semble correspondre à la nécessité de faire perdurer un rapport au monde et à la société qui a structuré les identités sociales. De ce fait, le coût du choix d'une posture dissidente (la conservation de l'identité des pionniers et la pérennisation d'une contestation qui avait pour cible le régime communiste après 1989) constituerait ici une autre étape dans la carrière tout aussi pourvoyeuse de rétributions et d'identification que les précédentes.

#### Sources bibliographiques

- Agrikoliansky Éric (2001), « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1-2, février-avril, pp. 27-46.
- Becker Howard Saul (1985), *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié (1963).
- Bourdieu Pierre (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, juin, pp. 69-72.
- Coleman James S. (1986), *Individual Interests and Collective Action. Selected Essays*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Černa Irena, Bělohávek Martin (2001), *Pionýr 1968-1970*, Prague, Česká rada Pionýra.
- Chibert René-Pierre (1995), « Action collective et changement politique en Allemagne de l'Est. Le "tournant" de la RDA (1989-1990) », *Revue française de science politique*, octobre, pp. 791-822.
- Collovald Annie (2002), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » in Annie Collovald, Marie-Hélène Lechien, Sabine Rozier, Laurent Willemez, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, coll° Res Publica, pp. 177-229.
- Devaux Sandrine (dir.) (2006), « The Czech Interest Groups or How to translate European norms in the national political space? The case of two environmental think tanks », *Perspectives on European Politics and Society*, Special issue Interest Representation in post-communist democracies, April, Vol. 7 No. 1.
- Devaux Sandrine (2004), « Un effet inattendu du régime socialiste. La conversion de l'ancienne organisation des pionniers tchèques », *Politix*, Vol 17, n° 67, pp. 159-184.
- Dobry Michel (2002), « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques » in Santiso

- Javier (dir.), *A la recherche de la démocratie : mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Khartala, coll° Recherches internationales, pp. 103-120.
- Dobry Michel, « Les transitions démocratiques. Regards sur l'état de la "transitologie" », *Revue française de science politique*, Vol. 50, n°4-5, août-octobre, pp. 579-583.
- Dobry Michel (1992b), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations mutisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale de science politique, (1986).
- Dubar Claude (2000a) *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, PUL, coll° Le lien social.
- Dubar Claude (2000b), *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 3<sup>ème</sup> ed.
- Fagan Adam (2004), *Environment and Democracy in the Czech Republic. The Environmental Movement in the Transition Process*, Cheltenham and Northampton, Edward Elgar Publishing Limited.
- Fillieule Olivier, Mounia Bennani-Chraïbi (dir.) (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science po.
- Fillieule Olivier (2001), « Post-scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1-2, février-avril, pp. 176-199.
- Gaxie Daniel (1977), « Économie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 27, n° 1, février, pp. 123-154.
- Goffman Erving (1990), *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Editions de Minuit, (1968).
- Hankiss Elemér (1990), *East European Alternatives*, Oxford, Clarendon Press.
- Hirschman Albert O. (1983), *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard.
- Hradecká Vladimíra, Koudelka František (1998), *Kádrová politika a nomenklatura KSČ 1969-1974* (La politique cadre et la nomenklatura du KSČ 1969-1974), Sešity Ústavu pro soudobé dějiny AV ČR, n° 31.
- Kaufmann Jean-Claude (1994), « Rôles et identité: l'exemple de l'entrée en couple », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. XCVII, pp. 301-328.
- Keller Jan, « La logique de l'engagement écologiste en République tchèque » in Devaux Sandrine (dir.) (2005), *Les nouveaux militantismes en Europe. Une mise en perspective Est/Ouest*, Paris, L'Harmattan, coll° Logiques politiques (à paraître), pp. 171-190.
- Kitschelt Herbert (1986), « Political Opportunity Structure and Political Protest : Anti-nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, pp. 57-85.
- Mc Adam Doug (1988), *Freedom Summer*, Oxford, Oxford University Press.
- Mc Carthy John D, Zald Mayer N (1977), « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, pp. 1212-1241.

- Olson Mancur Jr. (1987), *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1987 (1<sup>ère</sup> édition : Cambridge, Harvard University Press, 1965).
- Ost David (1993), « The politics of interest in post-communist East Europe », *Theory and society*, 22, august, pp. 453-486.
- Patrik Miroslav (2003), Co-fondateur et actuel président de l'association Les Enfants de la terre (*Děti země*), entretien du 3 octobre, Brno.
- Pertlík Jindrich (2003), Co-fondateur de *Děti země* et fondateur en 2001 de l'association *Arnika*, entretien du 26 septembre, Brno.
- Pollack Detlef (1995), « Was ist aus den Bürgerbewegungen und Opposition Gruppen der DDR geworden » (Qu'est-il advenu des mouvements civiques et des groupes d'opposition de RDA ? ), *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 40/41, pp. 34-35.
- Stark David (1999), « Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété "recombinante" », *Politix*, n° 47, pp. 89-129.
- Schutz Alfred (1987), *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Strauss Anselm (1992), « Une perspective en termes de monde social » in *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionniste*, textes traduits et présentés par Isabelle Baszanger, Paris, L'Harmattan.
- Tarrow Sidney (1989), *Democracy and Disorder : Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Oxford, Clarendon Press.